

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 604 / Mars 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2019

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

Une fin d'année en demie teinte pour l'activité économique

Alors que la saison estivale avait été marquée par une dynamique vigoureuse, l'activité économique est en demie-teinte à la fin de l'année. Si la consommation des ménages se renforce et si le marché du travail est bien orienté, l'investissement croît prudemment et le commerce extérieur marque le pas.

Après un affaiblissement au 3^e trimestre, la consommation des ménages retrouve de la vigueur à la fin de l'année 2019 comparativement à la fin 2018. Alors que les importations de biens alimentaires décroissent, ce renforcement est stimulé par les importations de biens durables et de biens non alimentaires. La croissance de l'encours des crédits à la consommation accélère au 31 décembre 2019.

L'investissement des entreprises croît prudemment au dernier trimestre après un trimestre dynamique. La croissance de l'encours des crédits d'investissement ralentit nettement mais des importations importantes de pierres, de ciment, de plastique et d'aluminium ont été enregistrées ce trimestre.

Pour le deuxième trimestre consécutif, le déficit commercial de l'archipel se creuse au dernier trimestre 2019. Cette évolution s'explique par une baisse des exportations, alors que les importations de l'archipel continuent de croître mais avec plus de modération.

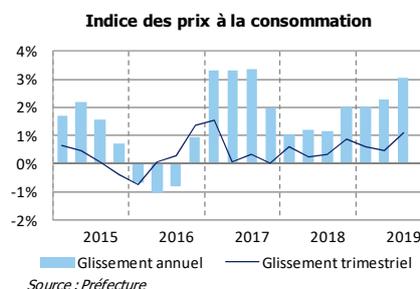
Au niveau sectoriel : le secteur halieutique connaît une contraction de son activité à la fin de l'année et le secteur touristique est marqué par un ralentissement.

Les prix à la consommation repartent à la hausse

Les données de l'IPC au 31 décembre 2019 étant indisponibles au moment de la publication, les données sont arrêtées au 30 septembre 2019.

Après deux trimestres consécutifs de ralentissement, la croissance de l'indice des prix à la consommation augmente au 3^e trimestre 2019 (+1,1 % sur trois mois après +0,5 % au 2^e trimestre et +0,6 % au 1^{er} trimestre 2019).

Cette accélération est attribuable à la hausse du prix du fioul de chauffage (+6,6 % sur trois mois en raison de l'augmentation de 4 centimes du fioul domestique par arrêté préfectoral le 23 août 2019, 1^{ère} hausse depuis le 1^{er} trimestre 2017), des articles d'habillement et articles chaussants (+2,1 % après +1,2 % au 2^e trimestre 2019) et des légumes (+5,2 % contre -6,1 % au 2^e trimestre 2019). À l'inverse, les prix diminuent pour les carburants et lubrifiants pour véhicules personnels (-1,2 % contre +0,0 % au 2^e trimestre 2019) et pour les sucres, confitures, miel, chocolats et confiseries (-0,9 % contre +3,5 % au 2^e trimestre 2019).



Sur 12 mois, la croissance des prix à la consommation est plus marquée (+3,1 % après +2,3 % au 2^e trimestre et +2,0 % au 1^{er} trimestre 2019). Cette hausse est portée par l'augmentation des prix des produits alimentaires et boisson hors tabac (+3,6 %), des articles d'habillement et articles chaussants (+8,7 %) et du fioul de chauffage (+6,6 %). À l'opposé, les prix diminuent pour les carburants et lubrifiants pour véhicules personnels (-0,1 %).

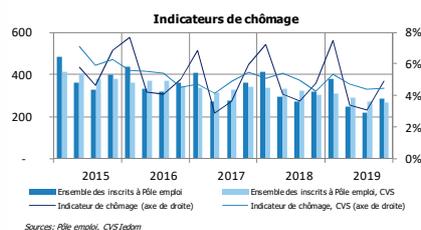
Le marché du travail affiche une bonne orientation

Le marché du travail demeure bien orienté au dernier trimestre de l'année. Cependant, les données montrent une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sans activité alors que le nombre de demandeurs d'emploi avec une activité partielle diminue.

Fin décembre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'élève à 156 personnes, en augmentation sur un an (+3,3 %). À l'inverse, le nombre de DEFM toutes catégories s'inscrit en baisse (-10,9 %) à 285 personnes, le nombre le plus bas au dernier trimestre depuis 2014¹.

Corrigé des variations saisonnières, la même tendance se confirme : le nombre de DEFM de catégorie A s'inscrit en hausse sur trois mois (+4,0 %, CVS) alors que le nombre de DEFM toutes catégories se contracte (-11,5 %, CVS).

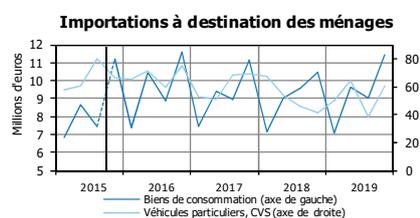
Le taux de chômage des DEFM de catégorie A est en légère hausse au 4^e trimestre (+0,2 point sur un an) et s'établit à 4,9 %. Cette légère dégradation se confirme avec l'indicateur de chômage corrigé des variations saisonnières (+0,2 point) à 4,4 %. Cependant, l'indicateur de chômage corrigé des variations saisonnières est stable sur 3 mois.



Renforcement de la consommation des ménages à la fin de l'année

La consommation des ménages retrouve de la vigueur à la fin de l'année, après un trimestre d'affaiblissement au 3^e trimestre 2019.

Les importations à destination des ménages rebondissent en fin d'année (+9,5 % en glissement annuel après -5,1 % au 3^e trimestre) pour s'établir à 11,4 millions d'euros. Cette hausse est en grande partie attribuable à des importations exceptionnellement dynamiques de biens durables (+40,7 % sur un an) en raison de l'arrivée de véhicules de tourisme et de meubles (représentant 65,2 % en valeur du total des biens durables). Alors que les importations de biens alimentaires sont en baisse pour le second trimestre consécutif (-5,2 % après -0,4 % au 3^e trimestre), les importations de biens de consommation courante non alimentaires accélèrent (+11,5 % après +2,0 % au 3^e trimestre)



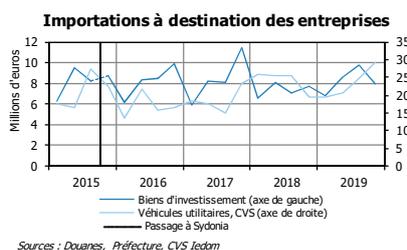
Au dernier trimestre 2019, après une baisse au 3^e trimestre (-37,7 %, CVS), les ventes de véhicules de tourisme rebondissent sur trois mois (+55,9 %, CVS). Cette tendance se confirme en glissement annuel où les ventes de véhicules de tourisme rebondissent également (+46,0 %, CVS contre -15,3 %, CVS au 3^e trimestre).

L'encours des crédits à la consommation connaît une nette accélération au dernier trimestre de l'année (+8,4 % sur trois mois contre +3,8 % au trimestre précédent) et s'établit à 23,0 millions d'euros. Cette accélération, plus modérée, se confirme en glissement annuel (+7,9 % contre +6,2 % au trimestre précédent).

L'investissement des entreprises croît prudemment

Après avoir connu un regain de dynamisme au trimestre précédent, faisant suite à plusieurs trimestres d'incertitudes, l'investissement des entreprises continue de croître, mais à un rythme plus modéré.

Après un trimestre de croissance très élevée (+38,4 % en glissement annuel), les importations de biens d'investissements croissent de manière plus modérée au dernier trimestre (+3,0 %) pour s'établir à 7,9 millions d'euros. Alors que les importations de biens d'équipement sont en baisse (-15,4 % après +28,3 %), les importations de biens intermédiaires demeurent dynamiques (+33,9 % après +49,6 %) en partie du fait d'importations importantes de pierres, de ciment, de plastique et d'aluminium.



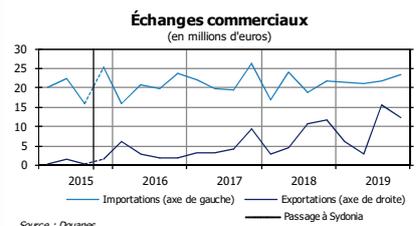
Pour le 3^e trimestre consécutif, les ventes de véhicules utilitaires sont en hausse (+18,1 %, CVS sur trois mois après +17,9 %, CVS au 3^e trimestre et +5,6 %, CVS au 2^e trimestre 2019). Au dernier trimestre, cette hausse s'observe également en glissement annuel (+49,3 %, CVS).

La hausse des crédits d'investissement ralentit nettement au 4^e trimestre 2019 (+0,4 % sur trois mois après +6,9 % au trimestre précédent) pour atteindre 39,0 millions d'euros. Ce ralentissement, même s'il est moins marqué, se confirme en glissement annuel (+4,9 % contre +5,5 % au 3^e trimestre).

¹ Les données détaillées des DEFM sont disponibles depuis décembre 2014.

Le commerce extérieur de l'archipel marque le pas

Malgré un ralentissement, les importations totales de l'archipel poursuivent leur progression au 4^e trimestre 2019 (+6,4 % en glissement annuel après +15,3 % au trimestre précédent) pour atteindre 23,3 millions d'euros. Cette augmentation est principalement attribuable au rebond des importations à destination des ménages (+9,5 % au 4^e trimestre après -5,8 %). La croissance des importations à destination des entreprises ralentit (+3,0 % après +38,4 %), de même que celles des importations de combustibles (+5,1 % après +28,6 % au 3^e trimestre). Hors combustibles, la hausse des importations se poursuit et le ralentissement est plus modéré (+6,7 % après +13,3 % au 3^e trimestre).

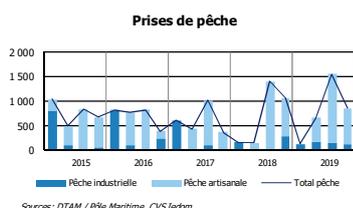


Après un trimestre de forte croissance (+45,1 %), les exportations hors combustibles² de l'archipel décroissent (-1,3 % en glissement annuel au 4^e trimestre) pour s'établir à 2,3 millions d'euros. Cette contraction est attribuable à la baisse des exportations de biens de consommation (-9,8 %), avec notamment une diminution des exportations de produits de la mer (-8,9 %). À l'inverse, les exportations de biens d'investissement sont multipliées par 4 sur le trimestre, principalement du fait du dynamisme des exportations de biens d'équipement (+141,3 mille euros au 4^e trimestre). Les exportations de combustibles sont multipliées par plus de 21 sur un an en raison d'exportation de gazole, de fuel et d'huiles (de pétrole ou de minéraux bitumineux). Ainsi, les exportations totales sont en hausse à la fin de l'année (+8,1 %) et s'établissent à 2,5 millions d'euros.

Pour le second trimestre consécutif, le déficit structurel de la balance commerciale se creuse (+6,3 % après +11,5 %) pour atteindre 20,8 millions d'euros. Le taux de couverture se réduit pour s'établir à 10,7 % au dernier trimestre de l'année (contre 14,1 % en septembre 2019).

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

L'activité du secteur halieutique se contracte à la fin de l'année

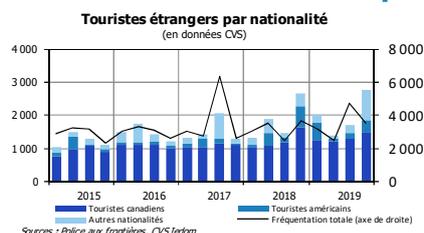


Le secteur halieutique connaît une contraction de son activité au 4^e trimestre 2019 : le montant total des prises de pêche est en baisse après deux trimestres de hausse (-19,9 % sur un an après +10,6 % et +324,7 % aux deux trimestres précédents) pour s'établir à 862 tonnes.

Les prises de pêche industrielle diminuent de moitié (-51,3 % sur un an) au dernier trimestre 2019 pour s'établir à 141 tonnes. La contraction s'explique en grande partie par la forte diminution des prises de morues (-87,4 %) à 11 tonnes et par la contraction des prises de sébastes (-31,2 %) à 115 tonnes. Pêchées exclusivement dans la zone 3Ps, les prises se concentrent sur ces deux espèces : 81,4 % des prises de la pêche industrielle sont des sébastes et 7,9 % des morues.

Pour le second trimestre consécutif, les prises de pêche artisanale se contractent sur un an (-8,3 % au dernier trimestre après -0,9 %³ au 3^e trimestre) pour s'établir à 721 tonnes. Cette contraction s'explique en grande partie par la baisse des prises de concombres de mer (-7,4 %) qui demeure la principale espèce pêchée (97,2 % des prises des pêcheurs artisans).

Une fin d'année marquée par un ralentissement du secteur touristique



En fin d'année, le secteur touristique connaît une baisse d'activité avec une baisse de la fréquentation des touristes étrangers et du trafic.

À la fin de l'année, le trafic total diminue (-3,9 %, CVS sur trois mois) après un net rebond au 3^e trimestre (+19,9 %, CVS). Cette contraction est attribuable à la baisse du trafic aérien (-10,2 %, CVS) alors que le trafic maritime est en légère hausse (+1,6 %).

Cette tendance se confirme en glissement annuel : le trafic total se contracte (-0,9 %, CVS, contre +33,2 %, CVS au 3^e trimestre 2019).

Au 4^e trimestre 2019, le nombre de touristes étrangers se contracte (-24,9 %, CVS sur trois mois après +75,5 %, CVS au 3^e trimestre). La fréquentation des touristes canadiens et américains s'inscrit en hausse (respectivement +17,2 %, CVS et +107,5 %).

En glissement annuel, le nombre de touristes étrangers s'inscrit en baisse à la fin 2019 (-3,8 %, CVS) en raison d'une forte fréquentation des croisiéristes au dernier trimestre 2018. Cette diminution est portée par une baisse de la fréquentation canadienne (-8,5 %, CVS) et américaine (-44,7 %, CVS). À l'inverse, la fréquentation des touristes d'autres nationalités est en hausse (+133,9 %, CVS).

² Les exportations de combustibles sont notamment les ventes de fuel et de gazole à des navires étrangers et les exportations de déchets d'huile de pétrole ou de minéraux bitumineux.

³ Les données du 3^e trimestre ont été actualisées au 4^e trimestre 2019.

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE CANADIENNE RALENTIT

L'activité économique canadienne continue de ralentir au dernier trimestre 2019 (+0,1 % après +0,3 % au 3^e trimestre et +0,9 % au 2^e trimestre). Ce ralentissement est causé par la contraction de l'investissement des entreprises dans les machines et le matériel (-3,6 %) et par la faiblesse du commerce international dont les volumes exportés ont diminué de 1,3 %, de même que les volumes importés (-0,6 %). À l'inverse, les dépenses totales des ménages se sont accrues (+0,5 %) sous l'effet d'une hausse des dépenses dans les services (+0,8 %). La croissance annuelle du produit intérieur brut ralentit en 2019 (+1,6 % contre +2,0 % en 2018). Ce ralentissement est en grande partie attribuable à l'affaiblissement du commerce international et de l'investissement.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,2 % sur un an en décembre 2019 (contre +1,9 % en septembre). En excluant l'essence, l'IPC a augmenté de 2,0 %, la plus faible hausse observée depuis novembre 2018. Les prix de l'énergie ont augmenté de 5,5 % sur un an (contre -10,0 % en septembre). Cette hausse est portée par les augmentations des prix de l'essence (+7,4 %) et du mazout (+3,5 %) dues à la faiblesse des prix de décembre 2018. L'indice du coût de l'intérêt hypothécaire, un des principaux contributeurs à la hausse de l'IPC en 2019, a progressé (+6,0 %), au rythme le plus lent observé depuis août 2018, en raison de la baisse des taux d'intérêt. Les prix d'achat des véhicules automobiles ont augmenté modérément (+1,4 %) du fait de rabais plus généreux offerts aux consommateurs. Les prix des légumes frais ont augmenté à un rythme plus lent (+1,5 % sur un an) ce qui est en partie attribuable aux prix en diminution de la laitue (-5,0 %) qui avaient connu une forte inflation en décembre 2018 en raison d'une épidémie. En raison de stocks abondants, les prix du cannabis ont diminué en décembre 2019 (-7,0 %).

Le taux de chômage canadien demeure stable en décembre 2019 à 5,6 % (contre 5,5 % en septembre 2019) et est identique au taux de chômage de décembre 2018. Au cours de l'année, le taux de chômage a peu varié au Québec autour de 5,0 %. Les provinces atlantiques connaissent un taux de chômage plus élevé en décembre 2019 : 7,9 % en Nouvelle-Écosse, 7,5 % au Nouveau-Brunswick et 11,8 % à Terre-Neuve-et-Labrador. **L'emploi** est en augmentation sur un an (+1,7 % contre +1,1 % en décembre 2018) en raison d'une hausse du nombre de personnes travaillant à temps plein (+1,9 %). La hausse de l'emploi est portée par le dynamisme de l'Ontario (+3,3 %) où les secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques, et des soins de santé et de l'assistance sociale ont enregistré des hausses. L'emploi est dynamique au Québec (+1,5 % sur un an) notamment du fait des jeunes de 15 à 24 ans et des plus de 55 ans. L'emploi a augmenté au Nouveau-Brunswick (+1,4 %) et en Nouvelle-Écosse (+1,5 %). Pour le premier, du fait du dynamisme de l'emploi des 55 ans et plus et pour le second porté par l'emploi des jeunes. Enfin, alors que l'emploi sur l'Île-du-Prince-Édouard a nettement crû (+6,1 %), il a décliné à Terre-Neuve-et-Labrador (-2,6 %).

Source : Statistique Canada.

VERS UNE STABILISATION DE L'ACTIVITE MONDIALE ?

Le FMI a de nouveau revu ses prévisions de croissance économique mondiale à la baisse pour 2019, à 2,9 % (-0,1 point par rapport à l'estimation d'octobre 2019), en lien avec une activité moins soutenue que prévue dans certains pays émergents (Inde, Mexique et Afrique du Sud notamment), où des chocs, spécifiques à chacun, ont freiné la demande intérieure. Les tensions commerciales et géopolitiques persistantes, l'intensification de troubles sociaux dans plusieurs pays et les chocs climatiques survenus au deuxième semestre 2019 ont également pesé sur l'activité. Toutefois, le FMI entrevoit, dans la dissipation du risque d'un Brexit sans accord et dans la progression des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, des signes de stabilisation de l'industrie et du commerce international. Dans ce contexte, conjugué à une réorientation générale vers des politiques monétaires plus accommodantes, le FMI table sur une accélération de la croissance à 3,3 % en 2020.

Aux États-Unis, le PIB a crû de +0,5 % sur le quatrième trimestre 2019, un niveau équivalent au trimestre précédent qui amène la croissance sur l'année 2019 à +2,3 %, après +2,9 % en 2018. La chute de l'investissement, dans un contexte de tensions commerciales, est compensée par le dynamisme de la consommation privée et la hausse des dépenses publiques. Le FMI anticipe un ralentissement de la croissance à +2,0 % en 2020, lié à une normalisation de la politique budgétaire.

Dans la zone euro, la croissance a ralenti à +0,1 % sur le dernier trimestre 2019 (après +0,3 %), portant la croissance annuelle pour 2019 à +1,2 % (+1,9 % en 2018). À fin décembre, le taux d'inflation rebondit à +1,3 % (contre +0,8 % à fin septembre) tandis que le taux de chômage continue de reculer et atteint désormais 7,4 %, son plus bas niveau depuis mai 2008. Selon les dernières estimations du FMI, le PIB devrait augmenter de +1,3 % en 2020, tiré par un raffermissement de la demande extérieure.

En France, le PIB de la France recule légèrement sur le dernier trimestre 2019, de -0,1 %, contre +0,3 % entre juillet et septembre. La consommation des ménages et l'investissement ralentissent, tandis que les exportations diminuent. Sur l'année, la croissance décélère ainsi à +1,2 % après +1,7 % en 2018. La Banque de France prévoit une croissance freinée à +1,1 % en 2020 en lien avec une dégradation de l'environnement international.

Au Japon, le PIB enregistre une baisse de 1,6 % entre octobre et décembre 2019, conséquence d'une hausse marquée de la taxe sur la consommation qui a dissuadé les ménages, ainsi que d'une chute de l'investissement (-3,7 %). Il s'agit du premier recul de la croissance nipponne depuis cinq trimestres et de la baisse la plus marquée depuis le deuxième trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse néanmoins de +0,7 % et le FMI table sur une hausse de +1,0 % en 2020.

La croissance économique a été plus faible que prévue dans les pays émergents et en développement en 2019 (+3,7 % contre +4,0 % selon le FMI en octobre 2019) mais elle devrait rebondir à +4,4 % en 2020. En Inde, la croissance devrait se relever de +4,8 % en 2019 à +5,8 % en 2020 grâce à des mesures de relances monétaire et budgétaire. En Chine, la croissance resterait soutenue en 2020, à +6,0 %, mais sans accélération par rapport à 2019 (+6,1 %) du fait de différends commerciaux non résolus avec les États-Unis.

Sources : FMI, BEA, OCED, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2020. Les données officielles n'intègrent pas à cette date l'impact de l'épidémie de Coronavirus.